

Sortie de guerre et enjeux urbains: histoire de deux projets parisiens (1919-1939)

Fabienne Chevallier

Lorsque les villes subissent des dommages en temps de guerre, ou sont détruites, la reconstruction devient l'enjeu de la sortie du conflit. Mais à l'issue de la Première guerre mondiale, dans un pays comme la France, qui fut la plus touchée matériellement, la reconstruction intervient aussi dans un contexte diplomatique particulier : l'exigence de réparations à l'Allemagne perpétue les logiques de guerre. La reconstruction avait également des finalités économiques et sociales : il s'agissait de reconstituer l'appareil industriel, les ouvrages d'art, les villes et les villages détruits. Mais elle se doublait aussi, pour ce qui concerne la reconstruction des villes détruites, de valeurs plus spirituelles, parmi lesquelles la mémoire patrimoniale jouait un rôle déterminant. En même temps, la nécessité de moderniser les villes se fit jour, elle aussi, au moment de la sortie de guerre, à travers la loi Cornudet du 14 mars 1919, qui imposait aux villes de plus de 10 000 habitants de préparer des plans d'aménagement, d'embellissement et d'extension.

Paris constitue un cas à part dans ce cadre général, parce que la ville n'eut pas à être reconstruite. Pourtant, l'équilibre urbain de la capitale française se trouvait fragilisé à l'issue du premier conflit mondial. C'est dans ce contexte de fragilisation que prirent naissance à Paris, et pour Paris, les doctrines de l'urbanisme moderne, conçues par Le Corbusier. Ces doctrines perpétuaient des valeurs de guerre sous une autre forme, en mettant en scène le mythe de la ville comme lieu de puissance. Cette valeur de puissance était sous-tendue par un nationalisme exacerbé mêlé d'internationalisme et de modernité.

Le projet de construction de la Cité universitaire de Paris, mené au début des années 1920, qui aboutit à la construction de l'ensemble de la Cité internationale universitaire, boulevard Jourdan à Paris, peut servir d'illustration. S'il fut en effet inspiré par l'hygiène sociale – une valeur ancrée depuis la fin du XVIII^e siècle dans l'histoire des projets urbains parisiens –, l'internationalisme, puis le pacifisme se mêlèrent bientôt à cette valeur originelle. Avec ces nouvelles conceptions, le projet de la Cité universitaire, d'œuvre philanthropique, se mua bientôt en un projet diplomatique. Les acteurs de cette transformation contribuèrent à leur façon à la production des discours sur l'« homme nouveau » propres au XX^e siècle.

Ces deux projets étaient liés aux enjeux de sortie de guerre. Le Corbusier tentait, par son nouvel urbanisme, de renforcer l'infrastructure de la capitale et, en faisant de Paris un territoire de définition de toutes les stratégies, qu'elle fussent politiques, industrielles ou culturelles, il donnait corps à un nationalisme arc-bouté non sur les forces militaires mais sur la puissance urbaine. Ce nationalisme se plaçait à contre-courant d'un nouveau courant d'idées professées dans le champ diplomatique, la doctrine de la sécurité collective. A travers la figure de l'homme politique Léon Bourgeois (1851-1925), la France avait joué un rôle majeur dans la formulation de cette nouvelle doctrine dont le but était d'assurer la sécurité du pays en se fondant non pas sur des alliances, sur de l'armement ou sur quelque autre outil de puissance

nationale, mais sur une garantie internationale mise en œuvre par la Société des Nations (SDN). Au début des années 1920, Bourgeois¹ voyait dans l'arbitrage la procédure juridique susceptible de garantir la paix. Mais l'idée d'une coopération culturelle avait aussi sa place dans le projet de sécurité collective. Avec d'autres – comme Richard Nikolaus de Coudenhove-Kalergi (1894-1972) et de nombreux intellectuels, dont certains travaillaient tout particulièrement à un rapprochement franco-allemand –, Bourgeois et les cercles qui œuvraient autour de la SDN croyaient en la vertu des relations culturelles internationales pour fournir une assise à la paix. L'éducation des jeunes, les projets d'échanges entre pays faisaient partie de cette ambition, qui se traduisit en 1922 par la création de la Commission internationale de coopération intellectuelle, organe consultatif du Conseil de la SDN. Les relations culturelles internationales avaient donc un nouveau rôle, celui de contribuer à la paix. La Cité internationale vit le jour dans ce nouveau contexte teinté d'optimisme.

Les manifestes de Le Corbusier : la modernité, une réponse aux fragilités parisiennes

Avant de donner une dimension internationale aux doctrines urbaines modernes qu'il inspira², dans le cadre des congrès internationaux d'architecture moderne créés en 1928, Le Corbusier conçut deux manifestes urbains, en 1922 et en 1925, qui étaient destinés à résoudre l'avenir de Paris. Il s'agit du projet pour une ville de trois millions d'habitants, présenté sous la forme d'un diorama au Salon d'automne de 1922, et du plan Voisin, présenté au pavillon de l'Esprit nouveau à l'exposition des Arts décoratifs, en 1925. Dans le centre de Paris, rasé, il proposait de créer un quartier d'affaires construit avec une typologie américaine, celle du gratte-ciel. Un quartier résidentiel s'organisait dans le pourtour du centre. De larges voies étaient ménagées pour la circulation automobile dans toute l'agglomération. Les unités de production et les logements des travailleurs employés dans les usines étaient situés dans la périphérie. Ces propositions intégraient donc déjà le zonage, c'est-à-dire le partage de l'espace urbain selon ses destinations, qui serait systématisé dans la charte d'Athènes par la modélisation de quatre fonctions fondamentales : habiter, travailler, se récréer, circuler. Les propositions visuelles furent complétées en 1925 par la publication de l'ouvrage *Urbanisme*.

Paris fut donc, pour les théories de Le Corbusier, une sorte de rampe de lancement. Or, étant donné la situation de la capitale à la sortie du premier conflit mondial, cet arsenal théorique fut directement inspiré par la volonté d'apporter des réponses aux fragilités urbaines de Paris.

La première cause de fragilité urbaine provenait directement de la situation contemporaine : si Paris n'avait pas été, en tant que ville, une victime de la guerre, elle portait la mémoire du conflit. D'autres causes de fragilité remontaient au XIX^e siècle, mais leur effet avait été accentué par le conflit. Il en existait trois principales. La saturation de la ville, qui existait déjà avant la guerre, s'était aggravée sous l'effet de la progression du centralisme notamment industriel, qui s'était produit pendant la guerre. Paris était affectée par une grave crise du logement. Il en résultait une prise de conscience nouvelle chez les acteurs de l'urbanisme parisien : celle d'une nécessité

¹ Elu président de la SDN en 1919.

² Le Corbusier publia sous son nom, en 1943, la charte d'Athènes. Ce texte reprenait les conclusions du IV^e congrès international d'architecture moderne, tenu en 1933.

de rupture avec les cadres hérités de l'haussmannisation. Les propositions de Le Corbusier eurent pour visée de transformer cette faiblesse en puissance.

La mémoire du conflit dans l'espace parisien

Même si Paris fut à plusieurs reprises bombardée par zeppelin, avion et artillerie lourde, elle fut dans l'ensemble épargnée par la guerre³. Les dommages de ces bombardements n'eurent rien de comparable à ceux qui avaient affecté une ville comme Reims, détruite à 60% de son patrimoine bâti⁴. En même temps, la Première guerre fut l'ultime fois où les fortifications furent investies pour une utilisation défensive. Jusqu'à la victoire de la Marne, le 11 septembre 1914, Paris avait été menacée d'une occupation ennemie. Même après cette victoire, Paris fut, pendant toute la durée de la guerre, la capitale la plus proche du front. Les monuments parisiens furent épargnés, mais un obus toucha la cathédrale Notre-Dame, en 1915, et lorsque les bombardements s'intensifièrent à la fin du conflit, de nombreux monuments furent protégés grâce à des sacs de terre qui les emmaillotaient. Au lendemain de la guerre, la ville garda donc la mémoire d'une menace de guerre, tout en n'ayant pas à faire face à une reconstruction matérielle.

L'accentuation du centralisme

En raison du tracé des réseaux routiers et ferroviaires, dessiné en étoile à partir de Paris, la capitale avait été au centre de l'organisation de l'économie de guerre. Mais surtout, la ville et la banlieue se transformèrent pendant la guerre. Comme les régions industrielles du Nord et de l'Est étaient occupées, il devint vital de produire le matériel de guerre à Paris et dans sa banlieue. Le potentiel industriel des entreprises fut mis au service des impératifs de la défense. Ainsi, c'est pendant la guerre que Paris et sa banlieue devinrent le premier centre industriel français, avec une population ouvrière évaluée à 300 000 personnes en 1918, ce qui représentait un doublement par rapport à 1916⁵.

La crise du logement

Paris était au lendemain de la Première guerre mondiale une ville fragilisée par une crise du logement. Cette crise existait déjà avant la guerre, mais elle s'était aggravée en raison de l'arrêt de la construction qui se produisit pendant le conflit. En même temps, Paris connaissait un afflux d'immigration étrangère, provoquée par les remaniements de frontières en Europe centrale et orientale. Le développement des activités industrielles pendant le conflit y avait fixé de nouvelles populations. À cause de la pénurie de logements qui s'ensuivit, une partie de la population parisienne, estimée à environ 500 000 habitants, soit un Parisien sur six⁶, fut refoulée vers la

³ Sur ce sujet, voir notamment Jay Winter et Jean-Louis Robert (dir.), *Capital Cities at War, London, Paris, Berlin, 1914-1919*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997 et 2007, ainsi que *Villes en guerre* sous la direction de Philippe Chassaing et Jean-Marc Largeaud, Paris, Armand Colin, 2004, notamment l'article de Stéphane Audoin-Rouzeau sur les bombardements de Paris.

⁴ François Cochet, *Rémois en guerre, 1914-1918*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1993.

⁵ Jean Bastié et René Pillorget, *Nouvelle histoire de Paris, Paris de 1914 à 1940*, Paris, Association pour la publication d'une Histoire de Paris, 1997, p. 96.

⁶ *Ibid.*, p. 232.

banlieue. Le rythme de la construction d'habitations à bon marché, pendant tout l'entre-deux-guerres, resta par ailleurs très inférieur aux besoins. Du fait de l'inadéquation entre l'offre et la demande de logements, il existait à Paris environ 32% de logements surpeuplés.

Dans la longue durée, cette détérioration des conditions de vie des Parisiens mettait en relief plusieurs types de retards pris par la capitale, que la sortie de guerre ne faisait qu'aggraver. La lutte contre l'insalubrité des logements n'avait pas bénéficié jusque-là de moyens suffisants. La politique de construction de logements à bon marché avait tardé à se mettre en place en France et à Paris, alors que dans d'autres villes européennes comme Londres ou Berlin, des réalisations avaient été faites par des sociétés philanthropiques dès le milieu du XIX^e siècle.

L'épuisement du cadre urbain haussmannien

Avec cette crise du logement et la saturation de l'espace urbain qui l'accompagnait, c'était à l'épuisement du cadre urbain forgé par le préfet Georges-Eugène Haussmann que l'on assistait. Certes, la critique sociale de l'haussmannisation avait commencé avant la guerre, et même dès la fin du XIX^e siècle. À cette époque, elle mettait en cause le fait que les percées urbaines du préfet Haussmann n'avaient eu pour intention ni de régler l'insalubrité des logements, ni de créer un habitat à bon marché pour les ouvriers parisiens.

Le jugement porté sur l'haussmannisation avait connu une autre étape avant la guerre : lorsqu'avait été créée - en 1913 - une commission chargée de réfléchir à l'extension de Paris, ses travaux⁷ mirent l'accent sur la nécessité de concevoir le développement de Paris dans un cadre géographique élargi, celui du département de la Seine, mais aussi sur la continuité que revêtait cette stratégie par rapport à l'œuvre d'Haussmann⁸. Une rupture se produisit au lendemain de la guerre. La ville haussmannienne n'apparut plus comme un atout à parfaire, mais comme un cadre caduc qui étouffait l'énergie urbaine. Lors du congrès international des villes qui se tint à Paris en 1925, Henri Sellier, élu socialiste du département de la Seine, exprima ainsi sa critique : « En fait, le commerce, l'industrie, la richesse de l'agglomération toute entière sont groupés au centre. La population ouvrière, au contraire, est rejetée vers la périphérie. Plus on s'éloigne du noyau pour la banlieue, plus on s'éloigne des limites de la cité centrale, plus la population des communes devient pauvre et misérable. (...) De plus en plus, les ressources du centre augmentent dans des proportions considérables. Le phénomène de la concentration qui accroît chaque année la population agglomérée accroît en même temps la puissance industrielle et commerciale du noyau »⁹.

Le sens du projet corbuséen : métamorphoser la faiblesse en puissance urbaine

Un dernier élément de fragilité vient en ligne de compte dans l'étude du cas parisien, au moment où Le Corbusier, inquiet de la situation de faiblesse de la capitale

⁷ Commission d'extension de Paris, préfecture du département de la Seine, *Considérations techniques préliminaires (La circulation – Les espaces libres)*, Paris, Imprimerie Chaix, 1913.

⁸ Haussmann avait réalisé en 1860 l'annexion de neuf communes de banlieue à Paris.

⁹ Henri Sellier, Rapport général, *III^e congrès international des villes*, Paris, 1925, p. 116.

française, commence à développer une nouvelle vision de son développement urbain. Dans une capitale, la mémoire de la puissance de la nation est une valeur de longue durée qui est revivifiée ou affaiblie en fonction des contextes. Par la place qu'ils avaient faite aux services publics, les grands projets haussmanniens avaient contribué à la construction de cette mémoire de ville-État. Celle-ci fut revivifiée au lendemain de la guerre par la place que tint Paris comme territoire des rencontres diplomatiques. Or les signes très apparents de fragilité de Paris - comme la saturation des voies, qui provenaient de questions déjà posées avant la Première guerre mondiale sans avoir reçu de réponses, venaient de manière lancinante contredire le nouveau statut de Paris comme ville diplomatique.

C'est pour réagir à cette situation de faiblesse de la capitale, et pour rehausser son image sur la scène internationale, que Le Corbusier proposa de faire du centre de Paris un hypercentre de pouvoir. Il ne proposait rien de moins, en somme, qu'une métamorphose. Or cette nouvelle destination de l'hypercentre avait des significations radicales. En effet, le centre proposé n'était pas un simple quartier d'affaires. D'autres fonctions étaient dévolues au centre corbuséen. Il devait devenir « le cœur, le cerveau, le centre dirigeant du système nerveux » du pays. Le centre ville concentrait l'économique, le politique, devait agir comme le creuset des événements signifiants des relations internationales, et régir la marche des idées¹⁰. Les services publics, les universités étaient situés dans les gratte-ciel du centre ville¹¹. Le centre ville était le territoire de tout ce qui faisait pouvoir dans la nation, dans tous les domaines : politique, industriel, financier, scientifique, artistique et culturel.

Les valeurs sous-jacentes de l'américanisme corbuséen pour Paris : modernité et taylorisme, leviers de la puissance nationale

Le Corbusier concevait un centre associant activité économique et services publics. Ces propositions apportaient plusieurs éléments de rupture dans l'histoire urbaine. Elles systématisaient grâce à la typologie du gratte-ciel la lisibilité architecturale des lieux de pouvoir dans l'espace urbain. Ce faisant, elles établissaient une équation entre gratte-ciel et puissance nationale. La percée d'axes de transport rapide dans l'espace urbain permettait d'accompagner l'efficacité d'une activité économique largement régie par les méthodes tayloristes. Ces nouveaux axes auraient permis la circulation des voitures, vendues par des entreprises de construction mobilisées pendant la guerre, et qui devaient trouver de nouveaux débouchés civils à la sortie de la guerre. La distribution de la population dans l'espace urbain était régie par le degré de collaboration aux activités de l'hypercentre. Les usines n'étaient que des unités de production. La stratégie industrielle était définie dans l'hypercentre, et les travailleurs employés dans les usines étaient logés dans la banlieue. Avec son projet, Le Corbusier donnait au taylorisme un cadre d'expression politique.

En définitive, pour Le Corbusier, la modernisation de Paris permettrait à la capitale de déployer les attributs de sa véritable nature, qui était d'être « (le) siège d'une puissance, (le) foyer d'un esprit qui veut éclairer le monde »¹². Le thème du nouvel

¹⁰ Le Corbusier, *Urbanisme*, Paris, Flammarion, 1994 (rééd. de l'édition originale publiée en 1925 aux éditions Crès et Cie), p. 89.

¹¹ *Ibid.*, p. 163.

¹² *Idem*, p. 24.

urbanisme parisien comme outil d'une puissance nationale revivifiée est très présent dans les critiques contemporaines au projet. Dans le *Journal du Peuple*, André Gybal qualifia la ville future de « Babel disciplinée », tandis que *Paris Phare* appela à une prise de décision politique pour créer « le Paris de l'époque machiniste », future capitale de l'Europe¹³.

Mémoire de guerre et urgence nationale dans l'horizon d'attente du projet corbuséen

Selon le Corbusier, grâce à ce nouvel urbanisme, Paris deviendrait une ville attractive pour les étrangers, notamment pour les Américains, qui s'installeraient en grand nombre dans l'hypercentre. Cette mondialisation de l'hypercentre garantirait la ville contre des attaques éventuelles¹⁴. D'une manière générale, Le Corbusier voyait dans ce nouvel urbanisme parisien une urgence nationale. Cela apparaît dans les articles qu'il publia pour faire la propagande de son projet. Dans l'un d'eux, il compara le nouvel urbanisme dont il posait les bases à l'art de la chirurgie, et il réclama l'adoption d'une « loi de salut public » pour rendre légales les mesures qu'il proposait¹⁵.

En somme, les projets corbuséens s'analysent comme un refus de démobiliser les valeurs issues de la guerre. Il s'agit, grâce au nouvel espace urbain réglé par les valeurs du machinisme, de constituer une puissance nationale qui permettra d'établir un rapport de forces favorable dans les relations internationales, et de sanctuariser la capitale. Or, le rapport de forces fait partie de l'arsenal diplomatique traditionnel entre les nations. Mais à l'époque où Le Corbusier formule son projet, il est en complet décalage avec la politique de sécurité collective mise en œuvre par les diplomates. Notons toutefois la modernité du projet corbuséen. En effet, l'outil du rapport de forces est nouveau : il s'agit de la ville, une ville moderne, armée des artefacts du machinisme.

La Cité internationale universitaire de Paris : de l'hygiène sociale aux doctrines pacifistes de « l'homme nouveau » dans un espace diplomatique

Les étapes de la conception et de la construction de l'ensemble qui forment la Cité internationale universitaire de Paris sont bien connues¹⁶. Au mois de mai 1920, un homme d'affaires philanthrope, Émile Deutsch de la Meurthe (1847-1924), sensible à la condition misérable des étudiants parisiens, proposa au recteur de l'université de Paris, Paul Appell (1855-1930), de financer la construction d'une maison pouvant loger trois cent cinquante étudiants français grâce à un don de dix millions de francs-or. Cette rencontre entre les deux hommes fut décisive. Il restait à trouver un site

¹³ s.a. « Vers le Paris de l'époque machiniste. Créons la Grande Capitale de l'Europe », *Paris Phare*, 12 avril 1928 ; André Gybal, « Le Salon d'automne. La section d'art urbain », *Journal du Peuple*, 8 novembre 1922.

Pour une réception des projets de Le Corbusier liés à l'idée de la puissance retrouvée de Paris, voir aussi : Pierre Dominique, « Le grand Paris futur », *Minerva*, 29 avril 1928 ; s.a., « Paris en l'An 2000. Les idées d'un novateur : M. Le Corbusier », *Le Bâtiment*, 6 mai 1928.

¹⁴ Le Corbusier, *op. cit.*, p. 278-279.

¹⁵ Le Corbusier, « Vers le Paris de l'époque machiniste », *Écho du 14^e*, Paris, 10 mars 1928.

¹⁶ Bertrand Lemoine, *La Cité internationale universitaire de Paris*, Paris, Hervas, 1990.

pour cette réalisation : en 1921, le conseil municipal de Paris et l'État se mirent d'accord pour lui affecter les bastions 81 à 83 des anciennes fortifications, en face du parc Montsouris. André Honnorat (1868-1950), qui était ministre de l'Instruction publique, apporta un soutien déterminant au projet. D'après cet accord, la ville cédait ce terrain à l'université de Paris pour une somme de 13,5 millions payables en quinze ans, et gardait la responsabilité d'aménager la zone en parc. En 1925, la construction de la Fondation Deutsch de la Meurthe était achevée. La même année, une Fondation nationale fut créée pour gérer l'ancienne Cité universitaire, appelée dès lors Cité internationale universitaire. Honnorat en fut le premier président.

Les points essentiels de la biographie des grands acteurs de la Cité doivent être ici précisés. Deutsch de la Meurthe, fils d'industriel, avait développé avec son frère Henry l'entreprise familiale, devenue la Société des pétroles Jupiter. À une époque où ces régimes n'étaient pas obligatoires, il avait créé une caisse de prévoyance pour les ouvriers de son entreprise, s'inscrivant par là dans la mouvance des idées du Musée social. Deutsch de la Meurthe s'inscrivait aussi dans l'action de bienfaisance typique de certains milieux patronaux dans les années 1860-1914. Certaines de ses actions charitables étaient réalisées en coopération avec les milieux américains, avec lesquels il entretenait des contacts privilégiés. Il secourut ainsi après la guerre les orphelins de guerre, notamment en collaborant à l'œuvre américaine *The Fatherless Children of France*. Il était le président de la Fraternité franco-américaine. Deutsch de la Meurthe, très attaché à la valeur de la science, croyait aussi aux vertus de l'effort chez les jeunes, mais d'un effort tourné vers des réalisations collectives et non pas vers l'exacerbation d'un « orgueil anarchique »¹⁷. Là résidait sa principale ambition pour le socle de valeurs de la Cité universitaire. A ses yeux en effet, cette éducation à une appréhension collective des problèmes, dans un milieu international de jeunes, devait contribuer à construire la paix. En même temps, il voulait que la Cité internationale soit le modèle d'une politique publique d'hygiène : un ensemble de constructions dans un cadre urbain, mais aéré, avec des logements sains pourvus de cabinets de toilette, destinés à être loués à bon marché pour que étudiants pauvres y aient accès au lieu de vivre dans des logements insalubres.

Mathématicien remarquable, Appell enseigna à la faculté des sciences de Paris et à l'École centrale des arts et manufactures. Il fut doyen de la faculté des sciences de Paris de 1903 à 1920, et il avait été élu membre de l'Académie des sciences en 1892. Par ses invitations comme professeur à Rome et aux États-Unis - à Harvard, il avait une vie académique - et une reconnaissance - internationale. Il avait été un dreyfusard. Lui aussi tenait à mettre en œuvre une action de bienfaisance. Ainsi, en 1914, il organisa le « Secours national » chargé d'aider les femmes, les enfants et les vieillards dans le besoin. Il entretenait des relations amicales avec le philosophe Henri Bergson, qui fut élu en 1922 président de la Commission internationale de coopération intellectuelle créée sous l'égide de la Société des Nations. Pour Appell, la Cité universitaire avait d'abord des justifications liées à l'hygiène des étudiants et à la nécessité de leur donner des conditions de vie décentes, mais on trouve sous sa plume l'idée que la Cité devrait être un équivalent intellectuel de la SDN, de culture française : « Ainsi aura été constitué un foyer nouveau de culture française et

¹⁷ Il s'agit sur ce point du témoignage de Gustave Lanson, directeur de l'École normale supérieure et vice-président du Conseil de l'université de Paris. *Discours et allocutions prononcées aux obsèques de E. Deutsch de la Meurthe mercredi 21 mai 1924*, Archives nationales (AN), AJ16 7027,

humaine (...). Nous réaliserons ainsi une véritable société des nations¹⁸ (...). Nous lutterons ainsi efficacement contre le grand danger qui menace la civilisation : la méconnaissance mutuelle des divers peuples. Cette méconnaissance avait moins d'importance autrefois mais aujourd'hui elle en a à cause de la vitesse des transports, donc du progrès : à nous de rétablir l'harmonie »¹⁹.

Honorat est un homme politique bien connu et remarquable de la III^e République²⁰. Il était membre de la gauche radicale démocratique. Parmi ses nombreux engagements en tant que député, on doit retenir ses actions décisives destinées à combattre la tuberculose. C'est lui qui fit voter par la Chambre des députés, en 1916, la loi instituant les dispensaires antituberculeux destinés aux militaires réformés et à la population civile, puis, en 1918, la loi instituant les sanatoriums. Parmi les acteurs de la Cité, Honorat fut véritablement l'inventeur d'une action culturelle internationale qu'il mit au service de la construction progressive du projet : membre du cercle *Autour du Monde* fondé par Albert Kahn en 1906, il fut le fondateur en 1918 de l'Association franco-danoise et de l'Association franco-norvégienne, et créa en 1925 la Fondation nationale pour l'étude des sciences et des civilisations étrangères. Son action contre la tuberculose le mit en relation avec les milieux scientifiques de l'Institut Pasteur, et aussi avec Léon Bourgeois, père spirituel de la Société des Nations. Il ne fut ministre qu'une fois, brièvement – en 1920-1921, avec le portefeuille de l'Instruction publique. C'est dans cette position qu'il eut à connaître du dossier de la Cité universitaire, qui mobilisa par la suite, de 1925 à sa mort, une grande partie de son activité.

Les valeurs fondatrices de la Cité universitaire : hygiène sociale et ouverture internationale pour un foyer de culture française

Pour les pères fondateurs du projet, Deutsch de la Meurthe et Appell, la réalisation de la Cité était animée par une intention d'hygiène sociale, appliquée à la vie estudiantine. C'est ce dessein social qui rencontra l'adhésion de la majorité du conseil municipal de Paris²¹. L'homme d'affaires avait fait rédiger ses intentions sur un parchemin enfermé dans un coffre et scellé dans la première pierre du bâtiment de la Fondation Deutsch de la Meurthe²². Il avait voulu créer des logements à la fois salubres et économiques pour 350 étudiants et étudiantes peu fortunés.

Comme l'expriment bien les intentions consignées sur le parchemin, Deutsch de la Meurthe avait prévu un prolongement à ce premier ensemble de constructions. Ce bâtiment serait le premier d'une série implantée sur le même site. Les constructions seraient réalisées grâce à l'apport d'autres personnes philanthropes, françaises ou

¹⁸ Orthographié sans majuscule dans la note.

¹⁹ AN, AJ16 7027, Paul Appell, note dactylographiée, s.d.

²⁰ On n'entamera pas ici la biographie complète de Honorat, par ailleurs bien connue, ni *a fortiori* les éléments de sa biographie postérieurs à la Seconde guerre mondiale. On renverra notamment, pour sa biographie et ses travaux aux archives de l'Institut Pasteur, sur son site internet <http://www.pasteur.fr/infosci/archives>, consulté le 21 novembre 2007.

²¹ La délibération du conseil municipal du 8 juin 1921 qui autorisa la signature d'une convention entre la ville et l'Académie de Paris fait référence à l'élévation des conditions de vie matérielle, intellectuelle et morale apportée par le projet de Deutsch de la Meurthe.

²² Ce texte est cité dans de nombreuses sources, et notamment dans une lettre de référence du fils de Paul Appell. Cité universitaire, Création et aménagement. Lettre de Pierre Appell au préfet de la Seine en date du 30 janvier 1931, n.p., AN, AJ16 7027.

étrangères et amies de la France. Cet ensemble constituerait à terme : « (...) un foyer nouveau de culture française et humaine, où trois mille étudiants, venus de tous les pays, pourvus de livres, de soleil et de plein air, rapprochés dans une émulation affectueuse et faisant honneur à la plus vieille université de l'Europe, travaillant de concert au perfectionnement harmonieux de leur esprit et de leur corps, au progrès de la Science et à l'entente de leurs Nations »²³.

Ce projet s'inscrivait dans la longue tradition des politiques de l'hygiène à Paris, mais il était moderne parce que c'était la première fois que l'hygiène trouvait ainsi à s'appliquer à la condition étudiante. Par ailleurs, la mixité des jeunes hommes et des jeunes femmes, logés dans un même internat, était une première en France. L'ouverture internationale souhaitée était déjà sous-tendue par les idéaux pacifistes. Les intentions du donateur trouvaient pour lui une expression architecturale précise, celle du « hameau-jardin », un modèle qu'il tirait des universités anglaises, et qui était en même temps une transposition de la cité-jardin²⁴. Il souhaitait des bâtiments assez bas, dotés d'un aspect simple et villageois sans pour autant verser dans l'historicisme. L'architecte Lucien Bechmann réalisa de manière remarquable cette intention, avec un ensemble constitué de six groupes de pavillons disposés autour d'un grand jardin central. Les façades étaient en briques et en pierre. Ces bâtiments étaient formés de deux étages sur rez-de-chaussée. Pour que les bâtiments apparaissent le plus bas possible, et pour leur donner ainsi une allure villageoise, Bechmann avait aménagé le deuxième étage en partie dans les toitures. Dans une conférence donnée au congrès international d'urbanisme tenu à Strasbourg en 1923, Bechmann expliqua que l'expression architecturale de l'ensemble rappelait un peu, sans historicisme, « certains vieux logis de France »²⁵. Un septième bâtiment abritait une maison commune, destinée à être un lieu dédié à la convivialité, et aussi au sport. Sa façade principale comportait une entrée flanquée de deux tourelles, surmontée par une terrasse. Un beffroi avec une horloge dominait le bâtiment.

L'invention d'une propagande pour la Cité universitaire : l'évolution du discours

Pour trouver des mécènes susceptibles de financer d'autres maisons d'étudiants, l'université de Paris, qui gérait directement le projet avant la création de la Fondation nationale, créa en 1922 une commission de propagande de la Cité universitaire, dont Honnorat était membre²⁶. Cette commission avait pour mission de rendre le projet attractif pour des mécènes français et étrangers. La première publication de propagande sur la Cité date de 1923²⁷. Écrite par Henry Spont, un proche de Deutsch de la Meurthe, elle affirmait le rôle de « cellule-mère » de la Fondation Deutsch de la Meurthe dans le futur ensemble. Un nouveau discours, moins axé sur l'hygiène sociale, se développait dans cette brochure. Il mettait l'accent sur l'intérêt d'ouvrir la cité à des implantations étrangères pour amplifier le rayonnement universitaire de

²³ *Ibid.*, n.p.

²⁴ AN, AJ16 7027, Discours et allocutions prononcées aux obsèques de Deutsch de la Meurthe mercredi 21 mai 1924. Discours de Gustave Lanson, directeur de l'École normale supérieure, n.p.

²⁵ AN, AJ16 7027, Lucien Bechmann, *La Cité Universitaire de Paris, Rapport présenté au Congrès international d'urbanisme*, Strasbourg et Paris, 1923, n.p.

²⁶ Ce fut l'effet d'une décision du conseil de l'université en date du 11 décembre 1922, AN, AJ16/7027.

²⁷ Henry Spont, *La Cité universitaire*, Paris, imp. Jules Simon, 1923.

Paris. Il dessinait le projet d'y attirer une grande partie de l'élite intellectuelle européenne. La finalité était d'amener les étudiants de chaque nationalité à connaître de l'intérieur la mentalité des autres, cette connaissance réciproque étant vue comme la pierre de touche d'une Europe pacifiste²⁸.

Dans cette propagande, le rayonnement de la France à travers son université parisienne était un thème majeur, mais il trouvait sa justification en une considération supérieure propre au contexte des années vingt, le projet pacifiste. Celui-ci apparaissait comme un outil académique posé dans la mouvance de la Société des Nations, et dénotait une vision plutôt angélique des relations internationales. Une telle vision correspondait bien à la tournure libérale qui avait été donnée à la SDN, qui avait affaibli le concept de la sécurité collective posé dans le projet initial par Léon Bourgeois en enlevant toute effectivité aux sanctions que la Société pouvait prendre vis-à-vis des nations qui ne la respecteraient pas.

L'internationalisation de la cité universitaire : entre réseau de sociabilités et projet diplomatique

La recherche de mécènes potentiels commença dès 1922. Honnorat joua un grand rôle dans l'établissement de ces contacts, mais d'après le témoignage de Spont, la Fondation Deutsch de la Meurthe apporta elle aussi sa contribution²⁹. La construction de chaque maison étrangère fut un cas particulier. Dans trois cas, la création des maisons étrangères résulta d'un réseau de sociabilités dans lequel des personnalités scientifiques appartenant au milieu médical jouèrent un rôle de premier plan. Ainsi l'entremise du docteur Rysted, médecin du roi de Suède, est mentionnée en 1925, et contribua à une sensibilisation des milieux suédois, qui aboutit à la construction de la Maison des étudiants suédois, réalisée en 1931. En Argentine, le professeur Segura, membre de la faculté de médecine de Buenos-Aires, joua un rôle moteur dans l'implantation de la Fondation Argentine, inaugurée en 1928. C'est lui qui convainquit un banquier argentin, Otto Bemberg, de financer le projet³⁰. À Cuba, le docteur Presno, président de l'Académie des sciences, fut à l'initiative d'un vote unanime du congrès médical cubain, en 1921, en faveur de la création d'une Maison de Cuba³¹. Dans les autres cas, les gouvernements eux-mêmes firent des démarches. Les ambassades jouèrent un rôle très important pour susciter la création de comités de soutien. Ce fut par exemple le cas de la Maison des étudiants danois, inaugurée en 1932. Sa création fut le résultat de l'action combinée de l'attaché culturel de l'ambassade du Danemark à Paris, Helge Wamberg, et de celle d'un homme d'affaires danois, Benny Dessau³². La création de la Maison des étudiants canadiens est due à un schéma analogue, dans lequel intervinrent Philippe Roy, commissaire général du Canada en France, et le sénateur canadien Joseph Marcellin Wilson agissant au nom d'un groupe de mécènes.

²⁸ *Ibid.*, p. 15.

²⁹ Henry Spont, *L'université de Paris et la Cité universitaire*, Paris, Lang, 1932, p. 15-16.

³⁰ AN, AJ16 7037, Argentine. Note de la Fondation Deutsch de la Meurthe, s.d.

³¹ AN, AJ16 7038, Lettre du chargé d'affaires de la France à la Havane en date du 2 mars 1925 à son Excellence le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 4 p. dactylographiées. La Maison de Cuba fut appelée Fondation Rosa Abreu de Grancher, du nom de la donatrice qui permit sa réalisation.

³² AN, AJ16 7038, Cérémonie de la pose de la première pierre du collège danois à la Cité universitaire le 26 mai 1930. Paris, juin 1930, imp. Lang, (s.a.).

Des considérations proprement diplomatiques jouèrent un rôle dès le départ dans l'encouragement plus ou moins grand donné à certains projets. Ainsi, avant même l'avènement d'Adolf Hitler au pouvoir en Allemagne, une initiative tendant à créer une Maison de l'Allemagne fut laissée sans suite par le recteur de l'université de Paris. Une lettre du secrétaire général de la Fondation nationale pour le développement de la Cité universitaire, approché par le secrétaire général de la Foire de Francfort à cet effet, permet de mesurer que la relation franco-allemande était encore, dans ce projet pacifiste, un tabou infranchissable³³ : « (...) J'ai ajouté que ce projet provoquerait certainement des réactions très vives, les unes enthousiastes, les autres hostiles, et que si j'étais moi-même à la place du gouvernement, je préférerais attendre jusqu'après les élections législatives »³⁴

L'acceptation du projet de la Maison des étudiants arméniens - la Fondation Nubar Pacha, alors même que l'Arménie perdit dès 1920 son indépendance -, témoigne quant à elle du mouvement de sympathie dont bénéficiait la diaspora arménienne en France, et la volonté de soutenir les étudiants arméniens émigrés. Enfin, l'Entente cordiale entre le Royaume-Uni et la France connut sur le territoire de la Cité une réalisation emblématique : le Collège franco-britannique, inauguré en 1937. Il avait vocation à recevoir en nombre égal des étudiants français et anglais. L'inauguration de la Maison des étudiants canadiens, le 30 octobre 1926, fut elle aussi placée sous le signe de l'Entente cordiale. Un message envoyé par le Prince de Galles y fut prononcé³⁵.

Les repères architecturaux et idéologiques de la Cité internationale universitaire : les ruptures de la modernité à la veille de la Seconde guerre mondiale

La dimension officielle qui marqua de manière croissante l'implantation des fondations étrangères dans la Cité internationale universitaire provoqua un affaiblissement de la cohérence architecturale souhaitée par le fondateur, Deutsch de la Meurthe. Cette cohérence était garantie, au début des années 1920, par Lucien Bechmann. Architecte de la Fondation Deutsch de la Meurthe, il était aussi l'architecte conseil de l'université de Paris, chargé de donner son aval à toutes les constructions ultérieures. Il avait accepté ce rôle à titre bénévole. En 1925 encore, le rôle de Bechmann était reconnu, et c'était lui qui suivait personnellement l'état des concessions données pour la construction des maisons étrangères³⁶. L'enjeu majeur était de conserver l'expression architecturale du « hameau-jardin » pour l'ensemble de la Cité, ce qui supposait notamment de construire des bâtiments peu élevés. Mais après la mort de Deutsch de la Meurthe, en 1924, l'université se montra peu soucieuse d'assurer la pérennité de ce principe dont le respect n'était d'ailleurs pas parfaitement organisé juridiquement, puisqu'il n'était inscrit que dans les statuts de la Fondation Deutsch de la Meurthe. En 1924, Bechmann demanda ainsi sans succès

³³ C'est l'une des limites de la « démobilisation culturelle » mise en évidence par John Horne (à ce sujet, voir le numéro spécial de la revue *14-18 Aujourd'hui*, n°5, 2002).

³⁴ AN, AJ16 7037, Lettre de J. Branet au recteur Charléty en date du 25 août 1927. L'aboutissement d'une Maison de l'Allemagne sera une réalisation postérieure à la Seconde guerre mondiale, dans laquelle s'investirent des personnalités françaises et allemandes de premier plan : André François-Poncet et Konrad Adenauer.

³⁵ AN, AJ16 7038, Discours d'inauguration de la maison des étudiants canadiens, p. 4.

³⁶ AN, AJ16 7027, L. Bechmann, État des concessions en 1925, document dactylographié, 7 p.

à l'Académie de Paris de limiter à trois ou quatre étages (rez-de-chaussée compris) l'élévation de la Maison des étudiants canadiens³⁷. L'affaire remonta au ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, qui préféra préserver la liberté architecturale des Canadiens plutôt que de garantir la fidélité aux conceptions originelles de la Cité. En 1927, Bechmann exprima sa critique à l'égard du comité de direction de la Fondation nationale, qui laissait s'élever des bâtiments de cinq ou six étages³⁸. Il ne reçut aucun soutien de la part de l'université de Paris. La préservation d'une cohérence du « hameau-jardin » initial fut donc perdue.

Sous l'effet de l'abandon de la cohérence initiale, la Cité internationale universitaire devint un laboratoire d'architecture qui illustra les idéaux et aussi les tensions de l'entre-deux guerres. Les architectures d'expression nationale y proliférèrent, comme la Maison des étudiants suédois (1931) qui rappelle des traits de l'architecture classique employée en Suède au XVIII^e siècle. Cette expression nationale prenait parfois une forme moderne, comme dans le cas de la Maison des étudiants danois (1932) qui représente la transition entre le langage du classicisme nordique et celui du modernisme. Coexistaient avec ces modèles des réalisations typiques du Mouvement moderne, représentatives d'une modernité internationale, comme le Collège néerlandais construit par Willem Marinus Dudok (1938), et bien sûr la Fondation suisse (1933) construite par Le Corbusier. La construction d'une Maison internationale, résultat d'un don de John D. Rockefeller, inaugurée en 1936, apporta un achèvement ultime à cet éclectisme. Bechmann dut s'incliner devant la volonté de Rockefeller. L'édifice fut construit dans un style de château français, en rappelant l'expression du château de Fontainebleau. En cela, Rockefeller s'inscrivait dans la lignée des hommes d'affaires américains qui, depuis le XIX^e siècle, avaient recouru aux styles français « Beaux-Arts ». L'apport d'une Maison internationale à l'ensemble parisien s'inscrivait dans l'action d'éducation de la Fondation Rockefeller, qui avait déjà contribué à la modernisation des facultés de médecine de Londres et de Lyon. Sur le plan du programme et de l'expression architecturale, Rockefeller l'avait conçue comme la « sœur » des Maisons internationales construites par sa fondation sur les campus des universités de New York, Berkeley et Chicago³⁹. Mais cette intention aboutissait à brouiller l'expression architecturale de la Cité : en effet, la Cité internationale universitaire n'était pas un campus, mais un complexe d'internats étudiants. Le caractère de la Maison, emprunté au style des campus, introduisit ainsi une confusion sur la fonction de la Cité, en la donnant à voir pour ce qu'elle n'était pas.

À la veille de la Seconde guerre mondiale, la Cité internationale universitaire était devenue une réalisation éclectique, dans laquelle coexistaient l'expression des nationalismes, celle de la modernité et l'expression d'un américanisme architectural fondé sur l'appropriation des grands styles français. Cette appropriation, réalisée pour la première fois à Paris, fut concomitante avec la création dans la capitale d'une chaire d'histoire et de civilisation américaine, dotée par Lee Kohns. Cette création fut annoncée par le recteur de l'université de Paris lors de l'inauguration de la Maison internationale⁴⁰. Ainsi, l'un des enjeux liés à la construction de la Maison

³⁷ AN, AJ16 7038, Canada. Lettre du 12 février 1924 du recteur au Ministre. Lettre du 10 avril 1924 de Bechmann à Guyot, secrétaire de l'Académie de Paris.

³⁸ AN, AJ16 7036, Lettre de Bechmann au recteur de l'université de Paris en date du 28 avril 1927.

³⁹ s.a., université de Paris, *La Maison internationale de la Cité universitaire de Paris*, Paris, Imp. Davy, 1936, n.p.

⁴⁰ *Ibid.*

internationale à Paris, par des fonds américains, fut de donner à l'histoire des Etats-Unis une place reconnue au sein de l'université de Paris.

Toutes ces réalisations donnèrent à la Cité un éclat incontestable. Le recteur de l'université de Paris ne fut pas peu fier, lors de l'inauguration de la Maison internationale, d'annoncer que des étudiants en provenance de cinquante et une nations vivaient dans la Cité. Pourtant, en l'espace d'à peine douze ans, le projet avait perdu sa cohérence architecturale initiale. Le projet idéologique de construire un « homme nouveau », c'est-à-dire une élite nouvelle, y avait pris le pas sur la dimension initiale d'œuvre philanthropique. C'est au prix d'une réécriture de l'histoire de la Cité, qui éradiquait le rôle de Deutsch de la Meurthe et d'Appell, et qui en conférait la paternité au seul Honnorat, que ce nouveau discours avait été construit⁴¹.

L'ambition de créer, à la Cité, un « homme nouveau », fut au centre du discours d'Honorat lors de l'inauguration de la Maison internationale. Pourtant, elle n'était portée par aucun programme académique, puisque la Cité n'était pas un campus : là résidait sa plus grande faiblesse. L'idée trouva un écho extraordinaire dans le discours de Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts du gouvernement du Front populaire. Il évoqua l'idée d'un « homme universel »⁴², qui se construirait sous l'effet d'une doctrine humaniste propre à la Cité. À côté de cette attitude volontariste, la nostalgie à l'égard de la vieille université de Paris, celle du Moyen Âge, s'affichait souvent. En 1930, lors de la pose de la première pierre de la Maison des étudiants danois, les discours officiels avaient donné l'impression que l'intention du projet de la Cité était de revenir dans le passé, de réécrire l'histoire de la vieille université parisienne⁴³. Une publication sur la Cité faite sous l'égide de la Fondation Carnegie, en 1930, sous la plume de Stephan d'Irsay, professeur d'histoire des sciences et de la médecine à l'université de Baltimore, est révélatrice d'une vision mythique de l'université médiévale⁴⁴. Cette ambivalence, entre modernisme et nostalgie, qui était aux antipodes de l'état d'esprit de Deutsch de la Meurthe et d'Appell, peut être vue comme un symptôme des angoisses qui caractérisaient les années 1930.

En conclusion, l'histoire des projets de Le Corbusier pour Paris et de la Cité internationale universitaire révèle les liens complexes qui unirent l'essor de la modernité architecturale et urbaine aux enjeux de sortie de guerre. L'utopie, les prémisses d'une société de communication, les rêves de puissance et l'idée de faire rayonner la capitale sont des traits essentiels de ces projets. Mais dans les coulisses de ceux-ci, on lit une dimension d'angoisse que l'idéal pacifiste ne peut dissimuler. Ces deux projets eurent néanmoins en commun de réaliser une rupture avec les politiques urbaines qui avaient prévalu jusque-là sur la scène parisienne. Mais ils

⁴¹ Sur cet aspect, je renvoie : à la lettre de Pierre Appel, fils de Paul Appell, au préfet de la Seine en date du 30 janvier 1931, AN, AJ16 7027 ; à la lettre d'Odile Lange-Appell du 19 janvier 1961 au recteur de l'université de Paris, AN, AJ16 7027 ; à la mise au point faite par Spont, 1932, *op. cit.*

⁴² s.a., *Université de Paris, op. cit.*

⁴³ AN, AJ16 7038. *Cérémonie de la pose de la première pierre du collège danois à la Cité universitaire le 26 mai 1930*, Paris, Imp. Lang, 1930.

⁴⁴ Stephan d'Irsay, *Histoire internationale des universités*, Dotation Carnegie pour la paix internationale. Division des relations internationales et de l'éducation, Centre européen, Bulletin n°7, Paris, 1930.

présentent aussi des différences importantes, notamment par le rôle qu'ils jouèrent dans ce phénomène nouveau amorcé dès le début du XX^e siècle qu'étaient les relations culturelles internationales⁴⁵.

Le projet de Le Corbusier plaçait la ville dans l'arsenal des relations de pouvoir entre les nations. En ce sens, l'urbanisme pouvait devenir l'outil d'un impérialisme culturel, dans le sens donné ici à cette notion⁴⁶. Ainsi, Le Corbusier renouait d'une manière moderne avec la vision médiévale de la ville défensive, mais l'outil de la puissance urbaine n'était plus la forteresse ou l'enceinte : c'était sa capacité à centraliser tout ce qui faisait pouvoir dans la nation, ainsi que son image rénovée, débarrassée des artefacts de l'architecture française et marquée par une architecture de grande hauteur. En somme, la ville devenait une dimension capitale des rapports de force internationaux.

Y eut-il impérialisme culturel français à travers le thème du rayonnement de la France présent dans la propagande faite pour la Cité ? A certains égards oui, si l'on envisage par exemple la représentation, à travers la construction de la Maison de l'Indochine (1930), de certaines entités de l'empire colonial français sur le territoire de la Cité. La conjonction des réseaux académiques et des réseaux diplomatiques, que l'on a montrée à travers différents projets, est par ailleurs un trait caractéristique des relations culturelles de l'époque. Toutefois, il ne démontre pas *per se* un impérialisme culturel. Dans le cas de la Cité, les archives montrent par exemple à quel point les fondateurs furent soucieux de n'exercer aucune pression sur les pays « hôtes » pour faire respecter la marque architecturale initiale du « hameau-jardin », une invention d'hygiène sociale française faite par Deutsch de la Meurthe et Bechmann pour ce lieu. Pour donner satisfaction aux acteurs de la construction des maisons étrangères, l'université de Paris et André Honnorat amputèrent les apports conceptuels de Deutsch. En lieu et place d'impérialisme, le contexte qui marque la création de la Cité est bien plutôt celui d'une croyance en une influence naturelle, essentiellement intellectuelle, de la France dans le monde, dans laquelle l'action culturelle internationale d'Honorat trouvait à la fois son vivier et sa raison d'être. Et ce, même si cette croyance est déjà ébranlée⁴⁷. Par ailleurs, il est significatif que cette croyance en un rayonnement de la France dans le monde trouve chez les acteurs de la Cité - tous liés aux Etats-Unis par des liens longuement tissés - des réassurances, ou une sorte de légitimation, auprès des cercles d'Américains amis de la France, au point d'accepter que Rockefeller réinterprète selon sa propre vision le château de Fontainebleau. Ce rayonnement de la France, à travers certaines figures d'intellectuels comme Henri Bergson, ami de Paul Appell, ou à travers le rôle d'institutions scientifiques prestigieuses comme l'Institut Pasteur, faisait partie du

⁴⁵ Sur les travaux fondateurs de l'analyse scientifique des relations culturelles internationales, je renvoie à l'état des lieux dressé dans : Cécilia Torres, « Les enjeux diplomatiques de l'enseignement de la langue française au Brésil (1948-1961) », Institut Pierre Renouvin, *Bulletin n° 17*, hiver 2003, Article disponible sur <http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php>, consulté le 21 novembre 2007, p. 2. Sur la notion d'impérialisme culturel, je me référerai ici à la définition adoptée par Hugo Rogelio Suppo, en continuité avec les thèses de Jean-Baptiste Duroselle, dans sa thèse intitulée *La politique française au Brésil entre les années 1920-1950*, sous la direction de Guy Martinère, Paris 3, 1999. Selon cette conception l'impérialisme culturel, qui se développe par la propagande, a nécessairement un objectif politique dans le rapport de forces entre les pays.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Dans ce sens voir par exemple Spont, 1923, *op. cit.*, p. 15, qui évoque les « raisons d'ordre économique » qui pourraient éloigner les étrangers de la France, et donc affaiblir son rayonnement. Le phénomène ne deviendra cependant tangible qu'après la Seconde guerre mondiale.

contexte de l'entre-deux-guerres et devait son succès aux idées universalistes défendues par ces intellectuels, si bien décrites par Paul Valéry en 1941 dans son *Discours sur Bergson*. Il est certain aussi que ce rayonnement était un objet de fierté pour les institutions officielles de la République, qui le montraient en participant aux événements officiels de la vie de la Cité. Lors de ces événements, les institutions donnaient l'image d'une République culturelle, actrice de la construction intellectuelle de la paix.

L'auteur

Fabienne Chevallier est docteur en histoire de l'art. Elle co-dirige l'axe « Image, Nation, Patrimoine » de l'unité de recherche UE1279, Histoire et critique des arts, université de Rennes 2. Dernier ouvrage publié, avec Jean-Yves Andrieux et Anja Kervanto Nevanlinna (dir.), *Idée nationale et architecture en Europe 1860-1919. Finlande, Hongrie, Roumanie, Catalogne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

Résumé

Deux projets parisiens sont étudiés ici à la lumière des atouts et des faiblesses de la capitale à l'issue du premier conflit mondial : les manifestes de Le Corbusier pour Paris (1922 et 1925) et la Cité universitaire, qui prend le nom de Cité internationale universitaire en 1925. Ce deuxième projet est animé par les idéaux pacifistes, tandis que le premier est interprété comme le premier acte de l'urbanisme moderne du XX^e siècle. L'étude des contextes, des discours de propagande et des projets architecturaux montre, derrière les intentions affichées, certains traits communs : un internationalisme mêlé de nationalisme, la volonté de redorer le prestige de Paris, l'importance donnée à la communication. Rêves de puissance, américanisme, mémoire du conflit et nostalgie du passé subsistent dans ces deux projets typiquement modernes et tournés vers l'invention d'un « homme nouveau ».

Mots clés :

Cité internationale universitaire ; Le Corbusier ; mouvement moderne ; pacifisme ; urbanisme moderne.

Abstract

Two urban projects are studied in this article in the light of the strengths and weaknesses of Paris, as they can be interpreted after the First World War. The first group of projects consists of the Le Corbusier's manifestoes (1922 and 1925). The second one is the *Cité universitaire*, which became the *Cité internationale universitaire* in 1925. Pacifism was the doctrine that officially sustained the construction of the *Cité internationale universitaire*, whereas Le Corbusier's projects are interpreted as the theory that paved the way for the implementation of Modern Urbanism during the XXth century. The analysis of contexts, narratives, propaganda and architectural projects helps us to understand the values that inspired those two projects. Internationalism mixed with nationalism, an endeavour to restore Paris' prestige and the importance given to communication characterize those projects. Dreams of power, americanism, the memory of the war and a nostalgia towards the past as well as modernism, a future-oriented attitude and the invention of a « Modern Man » were conflicting elements in those two projects.

Key words

Cité internationale universitaire ; Le Corbusier ; Modern Movement ; Pacifism ; Modern Urbanism.